



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 6 – 6 au 27 avril 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement a introduit au Parlement le *Digital Markets, Competition and Consumers Bill*

Economie numérique et régulation

- Le R-U a déposé sa candidature afin de devenir membre associé au sein du *Global Cross Border Data Exchange Forum*
- La *Competition and Markets Authority* a rejeté le rachat d'*Activision Blizzard* par *Microsoft*
- L'*Ofcom* recommande à l'autorité de la concurrence britannique d'ouvrir une enquête sur le poids de *Microsoft* et d'*Amazon* au sein du marché des services de *cloud*
- Des députés alertent sur le potentiel contournement de la *Digital Services Tax* face au retard de mise en œuvre d'un cadre de taxation international

Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement a publié la *Wireless Infrastructure Strategy* et le *Spectrum Statement*, destinés à améliorer la connectivité du R-U

Données et intelligence artificielle

- Le gouvernement annonce le lancement d'une *AI taskforce* sur l'intelligence artificielle, qui bénéficiera d'un financement public de 100 M£
- La candidature de *Palantir* pour développer la plate-forme de données du *National Health Service* suscite une opposition interne
- L'*Information Commissioner's Office* a publié sa réponse au *AI White Paper*

Ecosystème tech

- *TechNation* a été racheté par le *Founders Forum Group*
- Le *Department for Digital, Science, Innovation and Technology* a nommé des membres au sein de son *Start-Up Board*

Fait marquant: Le gouvernement a introduit au Parlement le *Digital Markets, Competition and Consumers Bill*

Le 25 avril, le [gouvernement](#) a introduit le *Digital Markets, Competition and Consumers Bill* au Parlement. Ce projet de loi – [retardé d'un an](#) – vise à réglementer la concurrence des grosses plate-formes sur les marchés numériques. Le projet de loi confèrera notamment un statut juridique à la *Digital Markets Unit* (DMU) – une nouvelle unité au sein de la [Competition and Markets Authority](#) (CMA) – qui avait été créée en 2021 mais ne bénéficiait pas jusqu'à présent des pouvoirs statutaires lui permettant d'exercer son action. Le projet de loi prévoit la mise en place de règles afin d'empêcher les entreprises détentrices d'un « *Strategic Market Status* » (pouvoir de marché substantiel et bien établi dans au moins une activité numérique) et réalisant un chiffre d'affaires mondial supérieur à 25 Md£ ou un chiffre d'affaires britannique supérieur à 1 Md£ de limiter l'accès au marché ou à l'innovation. En cas de non-respect de ces obligations, la DMU pourra infliger une amende pouvant s'élever jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise. Lors de l'[introduction](#) du texte à la *House of Commons*, le secrétaire d'Etat en charge des entreprises et des marchés Kevin Hollinrake a déclaré que le texte était « *axé sur les entreprises numériques les plus puissantes* », contrairement au *Digital Markets Act* européen qui impose « *des obligations à tous les contrôleurs d'accès* ». Une nouvelle fois, le gouvernement entend mettre en avant le « *Brexit dividend* » qui lui permettrait de proposer une réglementation plus souple et favorable à l'innovation. Le projet de loi prévoit également de nouvelles règles destinées à mieux protéger les consommateurs en interdisant certaines pratiques commerciales déloyales telle que la publication de faux avis en ligne et en conférant à la CMA le pouvoir d'imposer directement des amendes aux entreprises qui enfreindraient le droit de la consommation.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le R-U a déposé sa candidature afin de devenir membre associé au sein du *Global Cross Border Data Exchange Forum*

Le R-U a accueilli le [Global Cross-Border Privacy Rules \(CBPR\) Forum](#) à Londres la semaine dernière. A cette occasion, le R-U a [annoncé](#) avoir déposé sa candidature afin de devenir membre associé au sein de cette organisation créée en 2022 et rassemblant les Etats-Unis et six pays (Canada, Japon, Corée du Sud, Philippines, Singapour et Taiwan). L'organisation vise à développer un système de certification des transferts internationaux de données et l'interopérabilité avec d'autres cadres de protection des données. Les Etats-Unis ont [salué](#) cette candidature et « *se réjouissent de travailler avec le R-U (...) pour promouvoir des flux de données transfrontaliers fiables à l'échelle mondiale* ». Lors du lancement du *Comprehensive Dialogue on Technology and Data* entre le R-U et les Etats-Unis en janvier dernier, les deux administrations avaient [annoncé](#) leur intention de « *collaborer pour faciliter des flux de données de confiance au niveau mondial, y compris au sein des discussions multilatérales avec le Global Cross-Border Privacy Rules Forum* ». Selon la [presse](#), des fonctionnaires britanniques auraient déclaré que cette candidature s'inscrivait « *dans le cadre du rôle prépondérant que Londres souhaite jouer dans la définition des règles numériques mondiales* ». Hormis le tweet annonçant sa candidature, le gouvernement britannique n'a pas encore communiqué officiellement sur cette annonce.

2 La *Competition and Markets Authority* a rejeté le rachat d'*Activision Blizzard* par *Microsoft*

Après plusieurs mois d'enquête, la *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence – CMA) a [rejeté](#) le rachat du développeur de jeux vidéos *Activision Blizzard* (tels que *Call of Duty* et *World of Warcraft*) par *Microsoft*. L'autorité britannique estime que l'opération pourrait porter atteinte à la concurrence sur le marché naissant des jeux sur le *cloud*. *Microsoft* occupe une position forte dans les services de jeux sur le *cloud* (60 à 70 % du marché mondial) et selon la CMA, l'enquête a démontré que *Microsoft* trouverait un intérêt commercial à détenir l'exclusivité des jeux d'*Activision*. Le président de *Microsoft*, Brad Smith, a [déclaré](#) vouloir faire appel de cette décision qui a « *ébranlé la confiance dans l'industrie technologique britannique* » et constitue « *probablement le jour le plus sombre de nos quatre décennies de présence en Grande-Bretagne* ». Il a également ajouté « *le message est clair : l'Union européenne est un endroit plus attrayant que le Royaume-Uni pour créer une entreprise* ». Les dirigeants d'*Activision* [estiment](#) que cette décision « *contredit les*

ambitions du R-U de devenir un pays attractif pour la création d'entreprises technologiques» et que « le R-U est clairement fermé aux entreprises ». Selon un spécialiste de Wall Street interrogé par le [Financial Times](#), cette décision est « le signe le plus clair à ce jour que les régulateurs ont désormais l'intention de bloquer les grandes fusions qui étendraient le pouvoir des grandes entreprises technologiques à de nouveaux marchés ». La présidente de la CMA, Sarah Cardell, a été interrogée sur l'éventualité que le gouvernement britannique passe outre le blocage s'il l'estimait préjudiciable au pays ; elle a répondu qu'il s'agissait d' « une décision indépendante à laquelle nous sommes parvenus après avoir évalué l'impact global de l'accord sur la concurrence, et nous pensons que c'est la bonne décision pour le Royaume-Uni ». La U.S Federal Trade Commission souhaite également bloquer l'opération et l'autorité européenne a ouvert une enquête.

3 L'Ofcom recommande à l'autorité de concurrence britannique d'ouvrir une enquête sur le poids de Microsoft et d'Amazon au sein du marché des services de cloud

L'Office of Communications (régulateur des télécommunications – Ofcom) a publié les [conclusions provisoires](#) de son rapport sur le marché britannique des services de cloud. L'Ofcom se déclare « particulièrement préoccupé » par les pratiques d'Amazon Web Services et de Microsoft, et recommande à la Competition and Markets Authority (autorité de la concurrence – CMA) d'ouvrir une enquête. Selon le régulateur, les deux entreprises contrôlent cumulativement entre 60 et 70 % du marché britannique du cloud. Leur concurrent le plus direct, Google, détient quant à lui entre 5 et 10 % des parts du marché. En 2021, la valeur du marché britannique du cloud s'élevait entre 4,5 Md£ et 5 Md£. Selon les premières conclusions du rapport, l'Ofcom estime qu'il existerait une concurrence plutôt active à l'entrée du marché mais elle s'amenuiserait lorsque les clients souhaitent changer de fournisseur, notamment en raison des frais de transfert des données et des restrictions techniques à l'interopérabilité. L'Ofcom a ouvert une consultation sur la base de ses conclusions et prendra une décision finale sur le renvoi de l'affaire auprès de la CMA d'ici octobre 2023. Face à la croissance du recours aux services de cloud, ce marché fait l'objet d'une surveillance de plus en plus minutieuse par les régulateurs à travers le monde. Selon le [Financial Times](#), Microsoft aurait modifié ses politiques de licence pour ses services de cloud en Europe afin d'éviter une éventuelle enquête pour abus de position dominante de la part de la Commission européenne.

4 Des députés alertent sur le potentiel contournement de la *Digital Services Tax* face au retard de mise en œuvre d'un cadre de taxation international

La commission des comptes publics de la *House of Commons* a publié un [rapport](#) où elle alerte sur le potentiel contournement de la [Digital Services Tax](#) par les grandes entreprises technologiques face au retard qui pourrait être pris par la mise en œuvre d'un cadre international (la ratification d'un accord par le Congrès américain pourrait être difficile). Cette taxe, fixée à 2 % des revenus que les grandes entreprises du numérique tirent des utilisateurs britanniques, a été introduite en avril 2020 avec une vocation provisoire. Le gouvernement s'est engagé à la retirer lorsqu'une alternative internationale serait mise en place. Bien que lors de sa première année de mise en œuvre, cette taxe ait permis de récolter 356 M£, soit 30 % de plus qu'estimé, les députés craignent que les entreprises utilisent « *les énormes ressources et l'expertise à leur disposition pour [la] contourner* ». Le rapport recommande ainsi à l'administration fiscale de mettre en place des mesures efficaces afin d'assurer la conformité de la taxe - qui fonctionne de manière plutôt « rudimentaire » en raison de sa nature provisoire - si son existence devait être prolongée. Selon le [Financial Times](#), le Trésor et l'administration fiscale britanniques estiment que la taxe est relativement simple à appliquer, ce qui empêcherait les entreprises de trouver des failles pour la contourner. L'administration a également précisé disposer d'autres moyens, tels que la taxe sur les profits détournés, afin de s'assurer que les géants du numérique s'acquittent de leurs obligations fiscales au R-U.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Le gouvernement a publié la *Wireless Infrastructure Strategy* et le *Spectrum Statement*, destinés à améliorer la connectivité du R-U

Le 11 avril, Michelle Donelan la ministre en charge des télécoms a annoncé la publication de la [Wireless Infrastructure Strategy](#) qui :

- vise à ce que toutes les zones peuplées soient couvertes par la 5G *Stand Alone* d'ici à 2030 ;
- prévoit l'investissement de 8 M£ pour fournir le haut-débit à 35 000 propriétés parmi les plus reculées du R-U ;
- prévoit que les foyers et les entreprises installés dans des propriétés reculées ne pouvant être connectées au haut débit recevront des fonds pour les relier à des satellites ;

- le déploiement d'un fonds d'innovation 5G doté de 40 M£ pour encourager les investissements innovants dans les secteurs privé et public ;
- un investissement de 100 M£ en R&D dans les télécoms du futur (notamment la 6G).

Le gouvernement a également publié le [Spectrum Statement](#) qui édicte des principes visant à permettre un meilleur accès au spectre radioélectrique (ondes électromagnétiques qui permettent l'utilisation des technologies sans fil), devenu de plus en plus essentiel avec la numérisation croissante de l'économie. Les principes posés sont les suivants :

- le spectre est un actif stratégique et un outil important pour la réalisation d'une série d'objectifs politiques gouvernementaux ;
- la gestion du spectre devrait promouvoir l'innovation et l'investissement, tout en étant axée sur le consommateur ;
- la gestion du spectre doit garantir une utilisation efficace et optimale et être liée à l'utilisation réelle ;
- la gestion du spectre devrait elle-même tirer le meilleur parti de l'innovation et soutenir l'innovation dans les services utilisateurs du spectre.

Données et intelligence artificielle

1 Le gouvernement annonce le lancement d'une AI taskforce qui bénéficiera d'un financement public de 100 M£

Le 24 avril, le Premier ministre Rishi Sunak et la ministre en charge du numérique Michelle Donelan ont [annoncé](#) conjointement le lancement d'une *taskforce* sur l'intelligence artificielle (IA) qui bénéficiera de 100 M£ de fonds gouvernementaux – qui viennent s'ajouter aux 900 M£ annoncés dans le budget pour soutenir le développement de l'informatique quantique. La *taskforce* aura pour objectif « d'accélérer » le développement de l'intelligence artificielle générative au R-U, notamment pour travailler à la création d'une infrastructure de modélisation et à son utilisation dans le secteur de la commande publique. Elle sera composée d'experts du gouvernement et de l'industrie. Le gouvernement estime que l'IA apportera des centaines de milliards à l'économie britannique et que l'adoption généralisée des systèmes d'IA générative pourrait tripler le taux de croissance de la productivité nationale. Pour renforcer la confiance des entreprises et du public dans ces systèmes et favoriser leur adoption, la *taskforce* travaillera avec le secteur pour développer la sécurité et la fiabilité des modélisations, tant au niveau scientifique que commercial. Les premiers projets pilotes ciblant les services publics devraient être lancés dans les six prochains mois. Cette annonce intervient alors que le *Trade Union Congress* (organisation syndicale – TUC) [estime](#) que le

gouvernement britannique « *ne protège pas les travailleurs face à l'adoption rapide de systèmes d'IA qui seront de plus en plus utilisés dans le recrutement, les licenciements, ainsi que les niveaux de salaires et de promotions* ». Le TUC a déclaré que le *AI White Paper* publié par le gouvernement le mois dernier était « *vague et peu convaincant* ».

2 La candidature de Palantir pour développer la plate-forme de données du National Health Service suscite une opposition interne

Selon le [Financial Times](#), des voix s'élèvent au sein du *National Health Service* (service public de santé britannique – NHS) afin de dénoncer la candidature de l'entreprise *Palantir* à l'appel d'offres pour le développement de la « *plate-forme de données* » de l'organisation. Des spécialistes des données du NHS estiment en effet que *Foundry* - le logiciel développé par *Palantir* et utilisé pendant la pandémie – aurait un coût « *exorbitant* », qu'il ne permettrait pas de faire des manipulations de données essentielles au travail des personnels de santé et empêcherait le NHS de changer de fournisseur à l'avenir. Selon eux, le service devrait plutôt adopter un système ouvert, où le code source pourrait être facilement modifié, partagé et exporté ; selon les lignes directrices du NHS, les services doivent être construits à l'aide d'un code ouvert et réutilisable dans la mesure du possible. *NHS England* estime que le logiciel aurait permis de réduire les listes d'attente des patients hospitalisés de 28 % dans le cadre d'un projet pilote mené dans les hôpitaux de Chelsea et de Westminster. *NHS England* a déclaré qu'il n'avait pas encore sélectionné de fournisseur de logiciels pour le contrat de 480 M€, mais qu'il « *adhérerait aux principes des normes ouvertes* ».

3 L'Information Commissioner's Office a publié sa réponse au AI White Paper

L'*Information Commissioner's Office* (autorité de protection des données personnelles – ICO) a publié sa [réponse](#) au [AI White Paper](#) publié par le gouvernement le mois dernier. L'ICO soutient l'approche du gouvernement d'une régulation « *spécifique au contexte, basée sur les risques, cohérente, proportionnée et adaptable* ». Le régulateur souligne toutefois les points suivants :

- une clarification du gouvernement serait nécessaire sur la répartition des rôles entre le gouvernement et les régulateurs pour la publication de lignes directrices et codes de conduite ;
- une collaboration serait nécessaire avec le gouvernement afin de s'assurer que les principes de l'*AI White Paper* sont interprétés en accord avec les principes de protection des données personnelles, afin d'éviter d'imposer une charge supplémentaire aux entreprises ;

- l'ICO recommande que le bac à sable réglementaire annoncé par le gouvernement pour les développeurs d'IA soit étendu à l'innovation numérique dans son ensemble ;
- l'ICO souhaite entamer des discussions avec le gouvernement concernant le financement dont il devra bénéficier afin de s'acquitter de ses nouvelles missions.

Ecosystème tech

1 *Tech Nation a été racheté par le réseau d'entrepreneurs Founders Forum Group*

Tech Nation, l'entité privée créée en coopération avec le gouvernement afin de soutenir la croissance de l'écosystème technologique au R-U, a [annoncé](#) son rachat formel par le *Founders Forum Group (FF Group)*, un réseau mondial d'entrepreneurs créé par l'homme d'affaires Brent Hoberman. Selon le communiqué, *FF Group* poursuivra la mission de *Tech Nation* quant au soutien des entrepreneurs en leur fournissant notamment une plate-forme d'échange. *FF Group* s'est également engagé à reprendre un certain nombre de programmes et rapports développés par *Tech Nation*. *Tech Nation*, sous l'égide de *FF Group*, continuera à traiter le *Global Talent Visa* pour le *Home Office*, en attendant qu'un nouvel organisme soit désigné. Paul Scully, le secrétaire d'Etat en charge du numérique a salué la reprise de *Tech Nation* et rappelé que les « *start-ups* sont au cœur de la réussite du secteur technologique britannique ».

2 *Le Department for Digital, Science, Innovation and Technology a nommé des membres au sein de son Start-Up Board*

Le *Department for Digital, Science, Innovation and Technology (DSIT)*, créé en février dernier, a [annoncé](#) la création d'un *Start-Up Board* qui sera chargé de proposer es orientations stratégiques au gouvernement sur le soutien à fournir à l'écosystème de start-ups britannique. Cette instance exécutive sera présidée par Shonnel Malani, *Managing Partner* chez *Advent International*, et six membres non-exécutifs siégeront à ses côtés. Ces membres conseilleront le gouvernement pour une période temporaire de neuf mois avant la mise en place d'un conseil exécutif permanent.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 6 et 27 avril 2023 :

- [Zetta Genomics](#), *BioTechnology* (start-up développant un outil d'analyse génomique pour la médecine de précision), [Seed Round, 1,9 M£](#)
- [Helio](#), *Web3* (plate-forme de paiements basée sur la *blockchain*), [Seed Round, 2,6 M£](#)
- [Perci Health](#), *HealthTech* (clinique de soutien numérique destinée aux patients atteints de cancer), [Seed Round, 3,4 M£](#)
- [Cerbos](#), *Software* (start-up développant un logiciel de contrôle d'autorisation sur le code), [Seed Round, 6 M£](#)
- [Scan.com](#), *HealthTech* (plate-forme garantissant une consultation pour un scanner dans les 48h), [Série A, 9,7 M£](#)
- [Yonder](#), *FinTech* (start-up proposant une carte de crédit permettant d'accumuler des points échangeables contre des expériences), [Série A, 62,5 M£](#)
- [Riverlane](#), *Quantum* (start-up développant un logiciel pour les ordinateurs quantiques), [Série B, 15 M£](#)
- [Fintech Farm](#), *FinTech* (start-up lançant des banques en ligne en partenariat avec des banques traditionnelles dans les marchés émergents), [Série B, 22 M\\$](#)
- [TerraPay](#), *FinTech* (start-up développant un service de paiement par téléphone mobile), [Série B, 100 M\\$](#)
- [Infogrid](#), *AI* (plate-forme automatisant la gestion des bâtiments au moyen de l'intelligence artificielle), [Série B, 90 M\\$](#)
- [Quantexa](#), *Software* (entreprise développant un logiciel d'intelligence décisionnelle contextuelle), [Série E, 129 M\\$](#)
- [Cognassist](#), *EdTech* (start-up développant un logiciel permettant d'identifier les besoins d'apprentissages), [Venture Round, 4 M£](#)
- [Voicescape](#), *PropTech* (start-up développant un logiciel d'analyse aidant les bailleurs sociaux à signer des contrats de location durables), [Venture Round, 9 M£](#)
- [Travelport](#), *Traveltech* (plate-forme fournissant des solutions de traitement des transactions et des données aux entreprises opérant dans le secteur du voyage), [Private Equity Round, 200 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international